

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

# **FINANCES-AFRIQUE :Les inspections d'Etat s'approprient les normes internationales**

- Archives -

Date de mise en ligne : mercredi 22 octobre 2008

---

**Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde**

---

**DAKAR, 21 oct (IPS) - Les Inspections générales d'Etat (IGE) des pays d'Afrique, au-delà des aspects strictement comptables et financiers, se sont conformées à une approche systématique englobant le leadership stratégique et organisationnel, au cours d'une rencontre à Dakar, la capitale sénégalaise.**

Une série de leçons et de tendances susceptibles de façonner l'avenir de la gestion publique, de la gouvernance et l'optimisation des ressources ont constitué les centres d'intérêt de cette rencontre internationale organisée la semaine dernière. L'objectif était d'améliorer les voies et moyens pour plus d'impact au profit des citoyens, des contribuables et des Etats africains.

Les inspections de contrôle des services administratifs africains, revenant sur le thème "*normes professionnelles des institutions supérieures de contrôle administratif*", ont reconnu qu'il était important d'échanger et de mettre en commun les expériences et des informations entre professionnels d'un même secteur. Les participants sont venus des pays suivants : **Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo-Brazzaville, Djibouti, Ethiopie, Gabon, Gambie, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.**

La rencontre, qui a duré cinq jours, est, selon les organisateurs, l'aboutissement d'un long processus entamé le 16 février 2006 à Djibouti, avec objectif principal d'améliorer la bonne gouvernance dans les administrations africaines. Le processus vise notamment le contrôle, la vérification, l'inspection, l'audit, l'évaluation, l'étude, le conseil et les enquêtes. Mais il touche également la formation, la recherche, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, la mise en réseau par le partenariat et la coopération régionale et internationale ainsi que la bonne gouvernance stratégique et organisationnelle.

Selon le représentant de l'Union européenne, **Philippe Thomas**, une bonne gouvernance en Afrique passe nécessairement par une bonne gestion des finances publiques. "*La réduction de la pauvreté passe par une bonne gestion des finances publiques qui est soumise à un contrôle efficace permettant de protéger les fonds publics et de lutter contre les activités illégales*", explique-t-il à IPS.

**Nafi Ngom Keïta**, chef de l'IGE du Sénégal, constate que les institutions membres des IGE ainsi que les inspecteurs et contrôleurs, corps d'élite hors hiérarchie et à statut spécial, dotées d'une crédibilité professionnelle auprès des autorités et des populations, peuvent jouer un rôle de vigie de la transparence, de la justice, de la protection de biens et des deniers publics

Selon Keïta, il est donc important pour l'Afrique de bénéficier d'une réflexion endogène de ses propres experts. "*De façon générale, les inspections générales d'Etat africaines sont aux normes. On est obligé d'être aux normes pour maintenir notre crédibilité et notre intégrité pour donner au gouvernement et aux autorités de l'Etat tout ce qui peut leur permettre d'aller vers une participation citoyenne beaucoup plus efficace*", affirme-t-elle à IPS.

**Daleita Mohamed Daleita**, Premier ministre djiboutien, estime que les corps de contrôle forment ces institutions sans lesquelles un Etat ne peut valablement s'enorgueillir d'être une démocratie.

Le président **Abdoulaye Wade** du Sénégal, qui a assisté à l'ouverture de la rencontre, déclare que le Sénégal accorde une importance capitale à tout ce qui touche à la transparence et à la bonne gestion des affaires publiques. Il pense qu'on ne peut parler de transparence sans évoquer la perception que les citoyens ont de celle-ci dans les médias. "*L'information est un élément fondamental de paix, de stabilité et de progrès. Elle permet non seulement de rapprocher les gouvernants des gouvernés, mais surtout aux citoyens de contrôler quotidiennement l'action des pouvoirs publics*", ajoute-t-il.

Selon Wade, l'IGE doit être protégée de tous les côtés, de façon à lui assurer une liberté totale, parce que, explique-t-il, le rôle des IGE consiste à faire des rapports en toute objectivité et de redresser le fonctionnement et les insuffisances de l'administration publique très difficile.

Mais **Khali Ndiaye**, étudiant en quatrième année de droit commercial à l' **Université Cheikh Anta Diop** , n'est pas de l'avis du président Wade. Il affirme qu'il y a trop de corruption au sein du gouvernement sénégalais, indiquant qu'il est ahuri d'entendre le président dire que la bonne gouvernance est un dogme sacré. *"C'est grave ce que dit Wade. Il se moque encore des Sénégalais. Si ce n'est pas à cause des membres de son gouvernement, on ne souffrirait pas comme cela. Devant les étrangers, il fait comme tout va bien dans son pays"*, déclare Ndiaye, à IPS, en colère. **Samba Gueye**, un juriste dans un cabinet d'avocat à Dakar, partage la même opinion. Selon lui, *"Wade devant les experts en audit venus d'Afrique, d'Europe et d'Amérique, fait comme si le Sénégal est exempt de corruption... Que Wade ne nous trompe pas encore avec ses discours"*, dit-il à IPS, accusant les inspecteurs généraux d'être corrompus eux-mêmes.

Face à ses détracteurs qui l'accusent de corruption, l'inspectrice générale Kéita répond qu'elle n'a jamais été corrompue. *"J'ai souvent fait correctement mon travail d'inspecteur. Les corps d'Etat et entités administratives peuvent recevoir la visite des inspecteurs généraux d'Etat, ce n'est pas une question de corruption"*, déclare-t-elle à IPS.

Pour sa part, **François Yaméogo**, représentant du Burkina Faso, a expliqué à IPS que l'audit des inspecteurs généraux sur de grands travaux dans son pays, entre 2002 et 2007, a beaucoup avantage l'Etat. *"L'audit des grands chantiers de construction de routes et de villas à Ouagadougou, a dissuadé les entrepreneurs de faire des surfacturations dans les travaux, et il y a eu plus de 75 pour cent de réussite dans les travaux"*, affirme-t-il.

Selon Kéita, la majorité des pays africains accorde aujourd'hui une importance aux missions des inspecteurs généraux d'Etat. (FIN/2008)

*Koffigan E. Adigbli*

---

lire l'article sur le site [ipsinternational.org](http://ipsinternational.org) : [FINANCES-AFRIQUE : Les inspections d'Etat s'approprient les normes internationales](#)

---